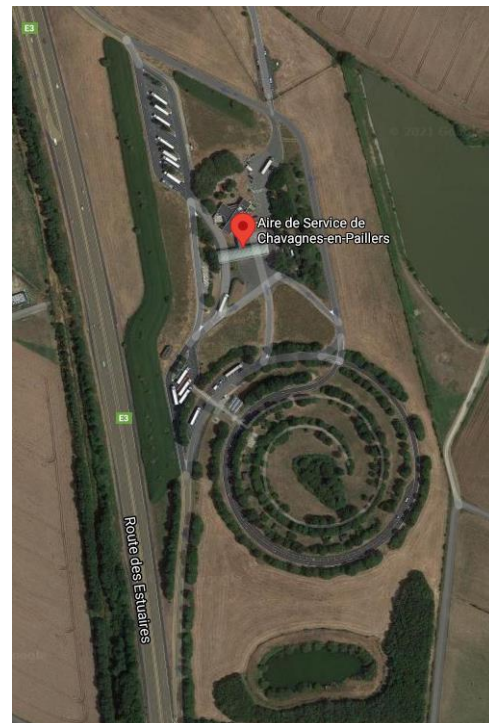


CHARTRE CHANTIER FAIBLES NUISANCES

Aire des Chavagnes-en-Pailleurs – A83

Charte établie en phase
Conception



Date	Indice	Type de modification	Rédaction
24/03/21	0	-	QLA
21/05/2021	0	Ajout % valorisation	QLA

SOMMAIRE

1.	PREAMBULE	3
1.1.	Objectifs environnementaux.....	3
1.2.	Objet de la charte.....	3
2.	RESPONSABILITES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	4
2.1.	L'engagement des entreprises.....	4
2.2.	Responsables « Environnement » des entreprises.....	4
2.3.	Classeur environnemental	4
3.	DEMOLITION	5
4.	LIMITATION DES NUISANCES	5
4.1.	Sensibilisation du personnel	5
4.2.	Information des utilisateurs	6
4.3.	Le bruit sur le chantier.....	6
4.4.	Les rejets dans l'eau et dans le sol	8
4.5.	Les rejets dans l'air	9
5.	SUIVI DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE ET BILAN DE CHANTIER 10	
5.1.	Suivi de la Qualité environnementale sur le chantier	10
6.	LES PENALITES.....	10
7.	ANNEXES	11

1. PREAMBULE

1.1. OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX

Le projet de réaménagement de l'aire des Chavagnes-en-Paillers, sera à la fois d'une conception et d'une réalisation environnementales exemplaires : performance des bâtiments, biodiversité, certification Haute Qualité Environnementale Bâtiment Durable. Parmi les engagements de l'équipe, la tenue d'un chantier à faibles nuisances dont voici les cadres.



1.2. OBJET DE LA CHARTE

La présente charte décrit les exigences et les recommandations visant à optimiser la Qualité Environnementale du chantier en minimisant ses nuisances et ses impacts sur les éléments suivants :

- 🌀 Les écosystèmes naturels et urbains existants
- 🌀 Le personnel des entreprises intervenant sur le chantier
- 🌀 Les utilisateurs

Cette prise en compte des éléments environnementaux impose à l'équipe projet la mise en place d'un suivi strict et régulier des paramètres environnementaux au niveau de la gestion du chantier, de la formation et de la sensibilisation des intervenants.

Cette charte « Chantier à Faibles Nuisances » est un engagement de Qualité Environnementale rédigé par l'AEMO et signé par l'ensemble des intervenants du chantier : maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprises, ...

Cette signature est un préalable obligatoire à la signature des Marchés de travaux proprement dits.

2. RESPONSABILITES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

2.1. L'ENGAGEMENT DES ENTREPRISES

Chaque entreprise souhaitant répondre à l'appel d'offres devra confirmer son engagement sur le respect de la Charte Chantier à Faibles Nuisances (CCFN) et fournir une note synthétique des moyens utilisés dans son organisation lui permettant de respecter les objectifs environnementaux de l'opération.

Le maître d'ouvrage apportera une attention particulière aux réponses environnementales proposées par chaque entreprise répondant à l'appel d'offres.

Les entreprises choisies devront s'engager sur les éléments suivants :

- 🌀 Le respect des exigences de la présente Charte (*signature de la charte*) ;
- 🌀 La désignation d'un responsable environnement au sein de l'entreprise (*Annexe 1 : Fiche de renseignement à remplir par les entreprises*)
- 🌀 La fourniture des Fiches des Données de Sécurité des produits dangereux utilisés sur chantier ;

2.2. RESPONSABLES « ENVIRONNEMENT » DES ENTREPRISES

L'Entreprise Générale titulaire du marché de travaux doit désigner un « **Référent Environnement** » (RE) qu'il communiquera à la maîtrise d'ouvrage avant le démarrage des travaux. Dans le cas d'un appel d'offres en corps d'états séparés, chaque entreprise désigne un RE.

Le ou les RE auront les missions suivantes :

- 🌀 Respect de l'ensemble des exigences environnementales de la présente charte (propreté du chantier, bruit, poussière, feu, nettoyage des roues des camions, pollutions diverses...) ;
- 🌀 Information des riverains sur l'avancée du chantier, réponse à leurs réclamations et archivage des actions mises en place ;
- 🌀 Mise en place de la signalétique sur le chantier ;
- 🌀 Sensibilisation des ouvriers à la démarche environnementale ;
- 🌀 Archivage des documents relatifs à la gestion environnementale du chantier dans un classeur.

2.3. CLASSEUR ENVIRONNEMENTAL

Un classeur sera mis à disposition sur le chantier. Ce classeur devra être accessible à tous les intervenants et sera tenu à jour par le ou les responsable(s) Environnement des entreprises.

Ce classeur comprendra :

- 🌀 La charte chantier à faibles nuisances mise à jour ;
- 🌀 Les rapports de visite de chantier de l'AMO HQE ;
- 🌀 Les plaintes éventuelles des riverains et leur traitement ;
- 🌀 Les fiches de déclaration des potentiels incidents environnementaux ;
- 🌀 La documentation relative aux matériaux : FDS...
- 🌀 Les fiches de renseignement complétées par les entreprises.

3. DEMOLITION

Un programme de démolition sera établi, comprenant :

- 🌀 le planning prévisionnel de la démolition avec les différentes phases ou jalons ;
- 🌀 une description des moyens à mettre en œuvre évitant les mélanges des déchets afin de faciliter le tri ;
- 🌀 les moyens pour cantonner la poussière et réduire les nuisances (arrosage par exemple) ;
- 🌀 les procédures pour réduire les bruits (choix des engins, outils, méthodes, sélection des périodes d'émission, protections, fréquence...) ;
- 🌀 les méthodes de tri des déchets (zones de stockage, méthodes de tri, solutions de récupération) et les procédures de traitement et d'élimination des déchets définies par les autorités locales ;
- 🌀 le flux d'enlèvement des déchets (nombre de camions par jour, avec bâchage obligatoire et nettoyage des roues en sortie de chantier.

L'écologue nous ayant alerté sur la présence de nids d'oiseaux sur le bâtiment existant à démolir, nous avons prévu de condamner les ouvertures en façade qui servent aujourd'hui de refuge aux oiseaux avant la période de nidification. Au préalable, des nichoirs compensatoires seront installés.

Pourcentage de valorisation totale et matière à respecter :

% valorisation totale : 30 %

% valorisation matière : 20 %

4. LIMITATION DES NUISANCES

4.1. SENSIBILISATION DU PERSONNEL

Réunion de préparation

Lors du démarrage du chantier, une information des intervenants dans le domaine du Gros œuvre et du Second œuvre sera effectuée par l'AEMO et l'équipe de maîtrise d'œuvre. A ce stade l'intervention s'effectuera sur différents points, notamment :

- 🌀 Rappel des objectifs de la démarche chantier à faibles nuisances ;
- 🌀 Vérification des Plans d'Installation de Chantier en fonction des phases de travaux ;
- 🌀 Définition des actions à mettre en place pour limiter les nuisances ;
- 🌀 Mise en place de l'affichage de sensibilisation des ouvriers dans les cantonnements.

Information continue

- Chaque entreprise veillera à sensibiliser les ouvriers par la mise en place de 1/4h environnement par exemple
- En complément, des panneaux d'affichage seront mis à leur disposition ainsi que tous les documents présentant l'organisation du chantier.

4.2. INFORMATION DES UTILISATEURS

Un affichage sur les palissades du chantier précisera :

- La nature des travaux
- Le déroulement du chantier (les principales phases, le planning) et les précautions mises en œuvre pour limiter les impacts sur l'environnement, les moyens utilisés (grue, engins de terrassement, etc.), les principales nuisances et leur durée estimée (trafic, bruits, poussières, etc.).
- Un point de contact direct avec le Maître d'œuvre (adresse mail ou numéro de téléphone).

Une boîte aux lettres destinée aux réclamations sera mise à disposition.

4.3. LE BRUIT SUR LE CHANTIER

Les nuisances sonores seront traitées par l'ensemble des intervenants sur le chantier pour limiter leur impact, tant pour les usagers que pour le personnel du chantier.



RAPPEL REGLEMENTAIRE

La réglementation en vigueur sera respectée en ce qui concerne les horaires de chantier. Selon la loi dite « BRUIT », codifiée aux articles L 571-1 à L 571-26 du Code de l'Environnement, les activités bruyantes ne sont autorisées qu'aux horaires suivants (sous réserve d'un arrêté municipal plus contraignant) :

Entre 7h et 19h30	75 dB(A) en limite de chantier avec des pics maximaux ¹ à 85 dB(A)
Entre 19h30 et 22h	Emergence ² inférieure à 5 dB(A)
Entre 22h et le lendemain matin	Emergence inférieure à 3 dB(A)
Entre le samedi soir 19h30 et le lundi matin 7h (ou respectivement veille de jours fériés)	Emergence inférieure à 3 dB(A)

4.3.1. CONTROLE DE CONFORMITE DES MATERIELS DE CHANTIER

- Les matériels de chantier et engins de terrassement utilisés devront être conformes à la réglementation en vigueur (Décret d'application du 23 janvier 1995, Directive 2000/14/CE) et avoir le marquage CE. L'utilisateur devra pouvoir présenter la déclaration CE de conformité sur demande.
- De plus les engins listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002 et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles seront utilisés sur le chantier avec en priorité ceux qui affichent un niveau sonore inférieur, d'au moins 5 dB(A), au seuil imposé par ledit arrêté.

¹ Définis par le terme bruit à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe 1 de l'arrêté du 23 janvier 1997

² L'émergence est définie par l'arrêté du 23 janvier 1997 comme la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (chantier en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par le chantier)

- Dans le cas de l'utilisation des engins listés à l'article 6 du même arrêté, l'entreprise devra fournir les informations sur le niveau sonore de ces engins. Seront sélectionnés les engins dont le niveau sonore est inférieur à 100 dB(A).
- L'utilisation de ces engins fait l'objet d'une information auprès des riverains en précisant la date, l'heure, la durée de leur utilisation. Les engins ne sont pas utilisés à la limite de leur capacité pour éviter des émissions sonores trop importantes.

Des contrôles inopinés seront effectués par le Maître d'Ouvrage, le Coordonnateur SPS et l'AEMO. Les entreprises non conformes seront tenues de se mettre en conformité dans un délai convenu avec le Maître d'Ouvrage. Passé ce délai, elles seront passibles des sanctions prévues au paragraphe consacré aux sanctions dans la présente Charte.

4.3.2. PROTECTION DU PERSONNEL DE CHANTIER

Dans le cadre de la démarche environnementale, le Coordonnateur SPS a pour mission de sensibiliser les ouvriers aux atteintes irréversibles des bruits de chantier sur leur capacité auditive, en collaboration avec la médecine du travail.

Une exposition à un niveau sonore supérieur à 120 dB peut provoquer des lésions auditives irréversibles. Entre 90 dB et la valeur limite de 120 dB, la nuisance sonore provoque troubles auditifs, stress pouvant avoir des effets secondaires importants sur la santé. Des troubles du sommeil peuvent se produire à une exposition à des seuils inférieurs. Les intervenants sur le chantier, exposés à des émissions sonores devront être informés conformément à l'article R 232-8-5 du Code du Travail.

Lorsque les mesures préventives sont insuffisantes ou inapplicables, les entreprises veilleront au respect de l'obligation du port de protections individuelles, surtout pour le personnel travaillant en poste fixe.

4.3.3. LIMITATION DES NUISANCES SONORES

Les travaux les plus bruyants sont les travaux de démolition, de terrassement (manœuvre des engins de terrassement, manège des camions d'enlèvement) et de gros œuvre (flux de livraison de matériaux, toupies, machines à béton, décoffrage, etc.).

Il est rappelé aux intervenants sur le chantier de porter une attention particulière à la limitation de la gêne sonore, notamment :

- 🌀 Lorsque plusieurs engins bruyants sont à utiliser, grouper leur période d'utilisation (bruit émis par deux sources identiques = bruit d'une source + 3 dB) ;
- 🌀 Orienter les baraques de chantier de manière à éviter la propagation des bruits vers l'extérieur du chantier et vers les secteurs sensibles ;
- 🌀 Isoler le bruit à la source, solution la plus efficace, car elle protège les espaces extérieurs ;
- 🌀 Sensibiliser le personnel à la limitation de l'emploi des avertisseurs sonores ;

- 🔊 Limiter les rotations de camions, en optimisant la réutilisation des déblais pour former une butte paysagère formant écran anti-bruit ;
- 🔊 Remplacement du matériel pneumatique par du matériel électrique exemple : vibreur, marteau piqueur, etc. ...
- 🔊 Utilisation du talkie-walkie pour communiquer avec le grutier ;
- 🔊 Privilégier le piquage du béton le lendemain du coulage lorsqu'il n'a pas encore terminé sa prise ;
- 🔊 Privilégier les engins à pneus aux engins à chenilles ;
- 🔊 Respecter le plan d'organisation de chantier pour éviter les manœuvres inutiles ;
- 🔊 Eviter les chutes de matériel.

Un aménagement particulier des horaires pourra être mise en place pour permettre une restriction des bruits en limitant les activités pendant les heures sensibles de la journée et cela en fonction de l'activité et de l'avancement du chantier.

4.4. LES REJETS DANS L'EAU ET DANS LE SOL

Le rejet d'effluents liquides non-traités est strictement prohibé.

En l'absence d'un réseau communal de collecte des eaux usées, les eaux usées et les eaux-vannes provenant du chantier devront être traitées par un dispositif d'assainissement autonome.

Comme spécifié dans la réglementation :

- 🔊 L'article R 211-60 du Code de l'Environnement interdit le déversement, par rejet ou après ruissellement sur le sol ou infiltration, des huiles (huiles de graissage etc.) et lubrifiants neufs ou usagés dans les eaux superficielles, souterraines et de mer ;
- 🔊 L'article L35-8 du Code de la Santé Publique interdit le déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans les égouts publics sans autorisation préalable de la collectivité ;
- 🔊 Le Règlement sanitaire départemental type (Circulaire du 9 août 1978) interdit dans son article 29.2 d'introduire directement, dans les ouvrages publics d'évacuation des eaux pluviales et usées, toute matière, notamment les hydrocarbures, susceptibles d'induire un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement des eaux, de dégrader ces ouvrages ou de gêner leur fonctionnement.
- 🔊 De plus dans son article 90, il interdit les déversements ou dépôts de matières usées ou dangereuses dans les voies, plans d'eau ou nappes.



Pollution du sol par des fuites d'hydrocarbure

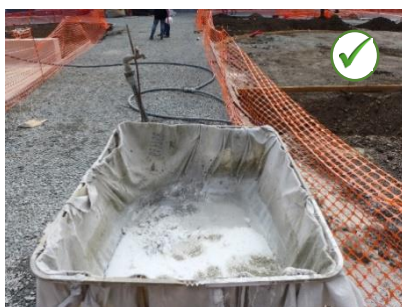
Afin de respecter ces dispositions, les actions suivantes sont préconisées sur le chantier :

- Chaque intervenant mettra en œuvre les moyens nécessaires (**bacs de rétention, bac de sédimentation, machine de lavage des rouleaux de peinture et des pinceaux...**) pour éviter les déversements, accidentels ou pérennes de produits polluants ;

- Des bacs de rétentions seront positionnés sous les groupes électrogènes, les bidons d'huiles et produits dangereux.
- En cas de fuite constatée (hydrocarbure, ...), le sol devra être protégé. Les entreprises tiendront à disposition sur le chantier une bâche étanche mobile et un **kit de traitement des déversements accidentels** ;
- Les engins de chantiers doivent être révisés avant de venir sur le chantier et aucune réparation mécanique sur site ne sera acceptée sans protection préalable du sol.
- Les huiles de décoffrage seront biodégradables ;
- La mise en place d'un débourbeur ou d'un séparateur d'hydrocarbures sera étudié.
- Les entreprises utilisatrices d'eau pour la confection des produits ou pour leur mise en œuvre doivent mettre en place des organes nécessaires pour permettre le lavage de leurs outils avec décantation des eaux chargées avant rejet en milieu naturel (béton, plâtre, enduit ...) et stockage des produits de décantation sur le site jusqu'à enlèvement par une entreprise spécialisée.
- Il sera prévu la mise en place et la gestion de bacs de récupération réservés aux produits liquides toxiques (peintures, solvants, produits de traitement du bois, etc....) par l'entreprise utilisatrice concernée.
- En cas de risque de rejet de substances dangereuses, des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions et faisant l'objet d'une signalétique spécifique sont prévues, ainsi que des dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.



Sol souillé par des déchets et des laitances - Obligation de purge



Kit d'intervention d'urgence / Bac de filtration au niveau d'un point d'eau pour nettoyage des outils (sauf peinture) / Bac de rétention couvert pour les produits dangereux

Tous les produits contenant des COV (Composés Organiques Volatils) sont stockés dans un endroit protégé, interdisant toute contamination de l'environnement (sols étanches, ventilation du local, récipients fermés,...). L'accès du local est restreint aux seules personnes concernées.

Il est rappelé :

- les entreprises veillent à limiter l'envol des poussières (nettoyage périodique...) ;
- en période sèche, les travaux générateurs de poussières seront réalisés après arrosage superficiel ;
- les stockages de matériaux légers (bennes à déchets notamment) seront munis de couvercles ou tout dispositif ayant les mêmes effets ;
- les matériels électriques seront préférés aux matériels thermiques.

5. SUIVI DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE ET BILAN DE CHANTIER

5.1. SUIVI DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE SUR LE CHANTIER

Pour toutes les questions et remarques directement liées au chantier et à ses intervenants, l'AEMO propose de créer, en accord avec la maîtrise d'ouvrage et l'équipe de maîtrise d'œuvre, un paragraphe intitulé « Qualité Environnementale » dans le compte-rendu de chantier, au même titre que les chapitres « Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, SPS, Bureau de Contrôle » et adressé à tous les Corps d'état.

Ce paragraphe permettra de mettre en œuvre les actions suivantes :

- Faire le point sur le respect de la qualité environnementale (QE) du chantier ;
- Donner la liste des personnes (par entreprise et/ou intervenant) des responsables de la QE sur le chantier ;
- Rappeler régulièrement les démarches et actions à effectuer pour respecter la QE.

6. LES PENALITES

En cas de manquement aux obligations énoncées dans la charte, les entreprises acceptent le principe de l'action correctrice immédiate et à leur frais. En cas de manquements répétés aux exigences de la charte « Chantier à Faibles Nuisances », des pénalités définies dans les commandes ou contrats de sous-traitance pourront être appliquées.

Fait en un seul original

A

Le

Entité (MO, Entreprise...) et responsable Mention manuscrite « Lu et approuvé ».	Signature(s) et cachets de l'entrepreneur

7. ANNEXES

- 🔗 Annexe 1 : Fiche de renseignement à compléter par l'entreprise
- 🔗 Annexe 2 : Fiche d'incident Environnemental
- 🔗 Annexe 3 : Evacuation des effluents : Aide à la décision de traitement
- 🔗 Annexe 4 : Affiche de la FFB Chantier Propre (source <http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/documentation.html>)

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

A compléter par chaque entreprise

Nom de l'entreprise :

Adresse :

Tél. :

Courriel :

Interlocuteur/responsable environnement :

Date prévue d'entrée sur le chantier :

Type de travaux réalisés :

Impact des matériaux sur l'environnement :

TYPE DE MATERIAUX UTILISES	ESTIMATION DES QUANTITES (tonnes)	FDES, FDS ou PEP ¹

¹ FDES : Fiche de déclaration environnementale et sanitaire (www.inies.fr)

FDS : Fiches de données sécurité

PEP : Profil environnementaux des produits (<http://www.pep-ecopassport.org/fr/>)

(1 fiche par incident)

Date :

Riverain	
Objet de la plainte : <input type="checkbox"/> Bruit <input type="checkbox"/> Poussières <input type="checkbox"/> Fumées <input type="checkbox"/> Odeurs <input type="checkbox"/> Véhicule de chantier <input type="checkbox"/> Autre :	Description de la situation :

[illegible]

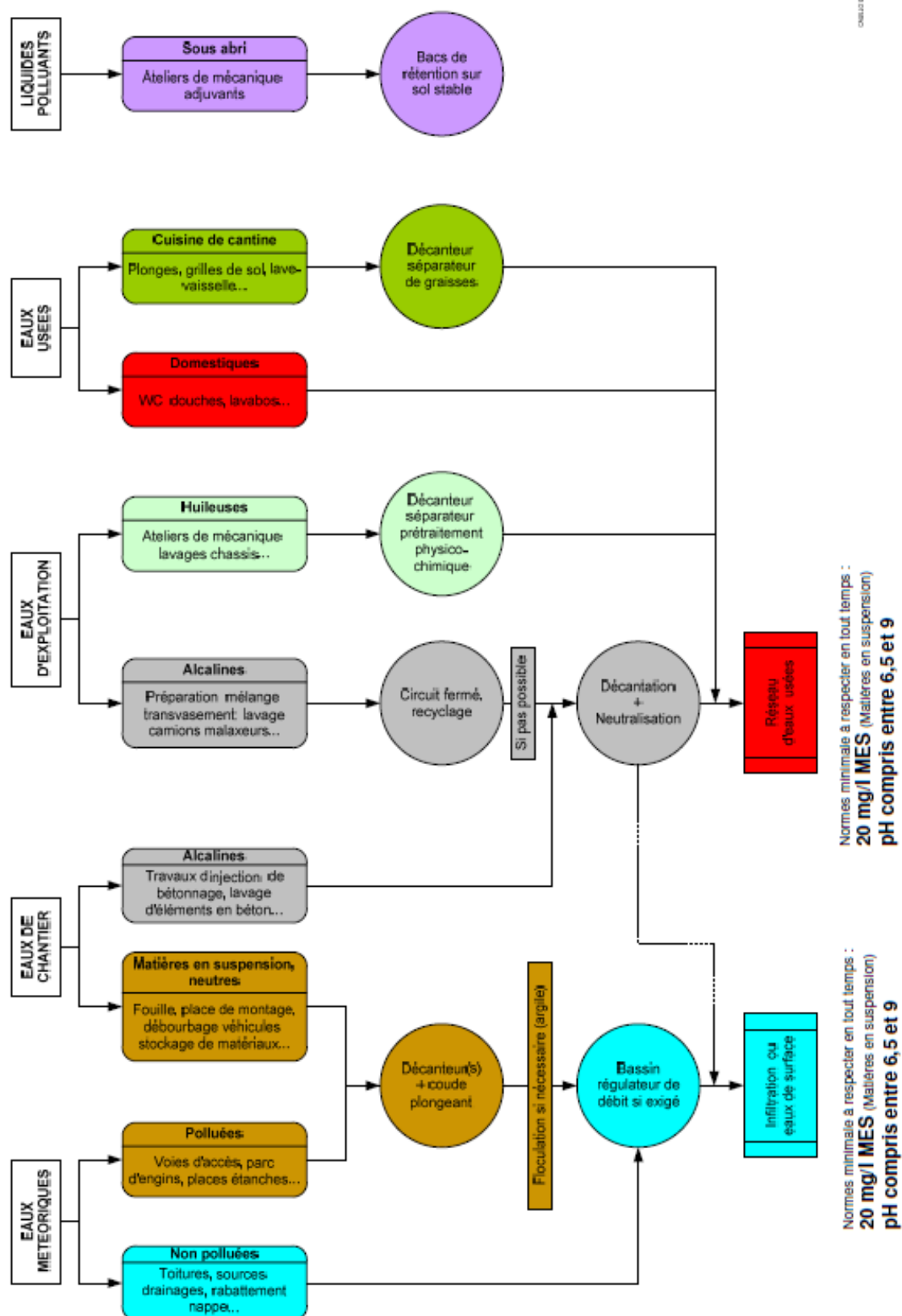
Action menées
Action curative : <input type="checkbox"/> Aucune correction appropriée <input type="checkbox"/> Correction possible :
Action préventive : (Action à mener afin d'éviter un nouvel incident du même type)

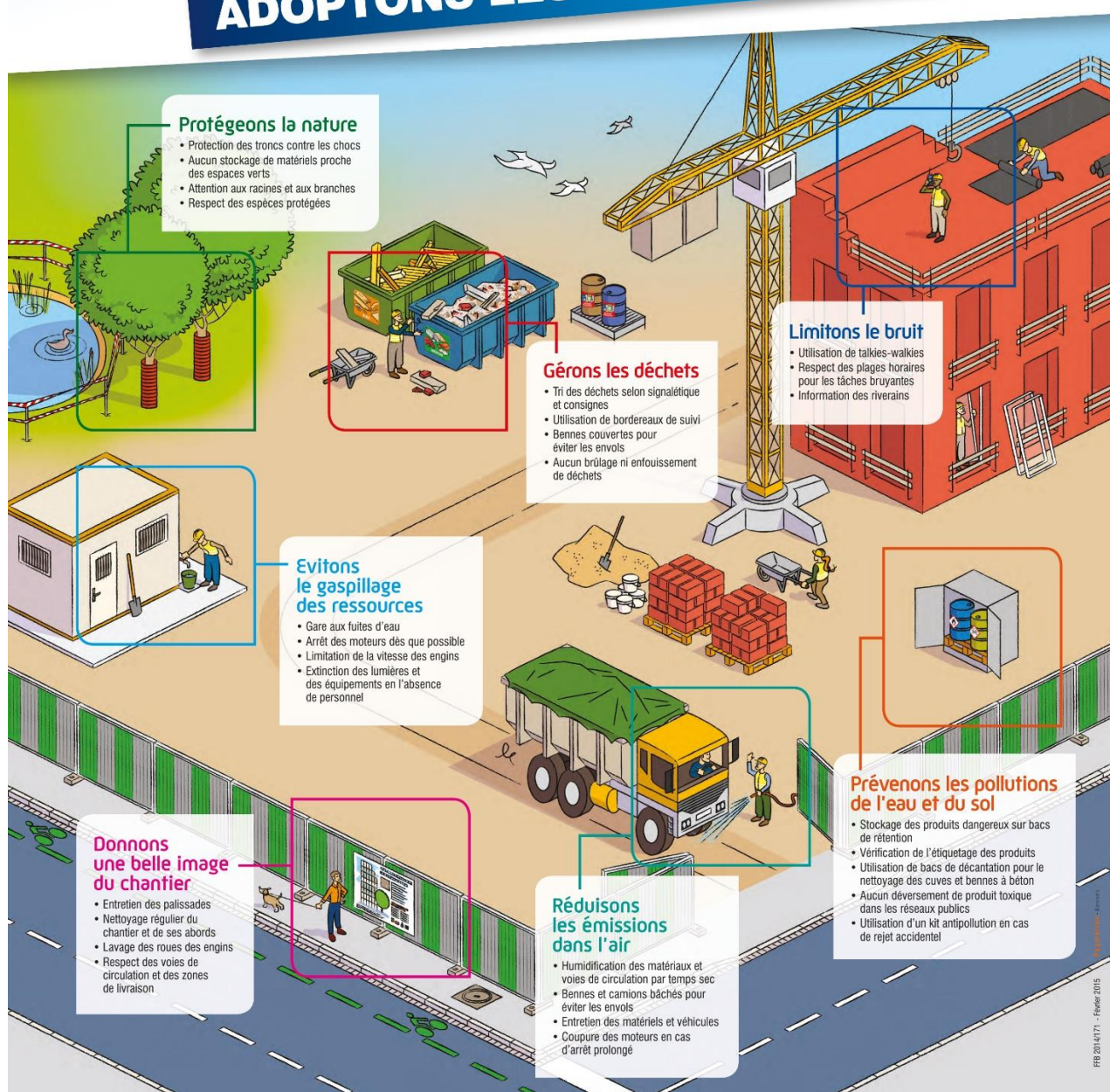
M. ou Mme

Le / / A.

NOTA: Dès lors qu'un incident est détecté sur le chantier, une fiche d'incident environnemental devra être complétée. Cette fiche devra être transmise au coordinateur environnemental pour validation et répertorié dans le classeur environnemental disponible sur chantier.

Annexe 3 : Evacuation des effluents : Aide à la décision de traitement





La FFB vous accompagne dans la mise en place de bonnes pratiques environnementales.



Contactez
votre fédération
locale !

www.ffbatiment.fr